



Fonction publique

Volume 1 no 34 - 28 septembre 2016

Lors du conseil syndical des 22 et 23 septembre derniers, l'état de situation de la négociation a été présenté au Conseil d'unité d'accréditation de la fonction publique.

Devant le constat d'impossibilité à poursuivre la négociation sans obtenir de nouveaux mandats de la partie patronale, le Conseil d'unité d'accréditation de la fonction publique a convenu que les travaux à la table de négociation seront suspendus dans l'attente d'une rencontre entre Richard Perron, président du SPGQ, et Carlos J. Leitão, président du Conseil du trésor.

À cet effet, rappelons que les principaux enjeux encore sur la table sont :

- 1- les reculs que nos actuaires ont évalués à 7,5 millions \$ au titre du nouveau régime d'assurance maladie, malgré l'engagement du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) de réaffecter tout recul à ce chapitre dans nos conditions de travail;
- 2- le remboursement des cotisations professionnelles et des formations afférentes pour celles et ceux dont l'emploi requiert l'appartenance à un ordre professionnel;
- 3- le paiement des heures supplémentaires à temps et demi à compter de la 35e heure complétée;
- 4- toute bonification des relativités salariales au-dessus de 2,4 %.

Le **tableau synthèse des revendications** du SPGQ par rapport aux demandes patronales est éloquent : malgré le retrait de plusieurs demandes patronales par le gouvernement, les gains demeurent insuffisants pour les professionnelles et professionnels du SPGQ.

Les commentaires formulés à la suite de la consultation de plus de 5 000 membres au cours des 3 dernières semaines sont révélateurs : les professionnelles et professionnels du SPGQ ne se satisfont pas des ajustements salariaux qui ne font que suivre les hausses proposées au Front commun.

Vous serez sollicités prochainement par votre délégation afin de démontrer votre appui à la tenue d'une rencontre entre le président du Conseil du trésor, M. Carlos Leitão, et le président du SPGQ, M. Richard Perron. Cette rencontre vise à débloquer l'impasse de la négociation.

Votre appui sera précieux, surtout si l'employeur n'est pas prêt à démontrer son intention de payer son personnel professionnel à la hauteur de son expertise. Ainsi, si les rencontres politiques ne permettent pas de débloquer les négociations, il a été résolu de reprendre les moyens de pression, et ce, au moment jugé opportun.

Des questions sur les négociations?

Écrivez-nous à negotiation@spgq.qc.ca

Votre comité de négociation pour l'unité fonction publique,
Francine L'Espérance, première vice-présidente et porte-parole du comité de négociation fonction publique
Manon Therrien, deuxième vice-présidente
Jean-François Landry, troisième vice-président
Thérèse Chabot, membre du conseil syndical
Sherley Morin, membre du conseil syndical